

**Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minima sociaux :
en grève et dans la rue le 29 septembre !**



En choisissant délibérément de parler de pouvoir d'achat sans parler de salaires, le gouvernement a choisi de pénaliser une énième fois les salarié.es les plus précaires et l'ensemble du monde du travail. Les annonces sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines. Emmanuel Macron fait le choix de privilégier le versement de rémunérations variables sous forme d'intéressement/participation, de primes défiscalisées, de chèque alimentaire ... au détriment de l'accroissement du salaire fixe.

**Avec une inflation près de 6 % sur un an,
la situation salariale de plus en plus dégradée atteint un niveau insupportable.
La fin de l'insouciance et de l'abondance, nous y sommes confronté-es depuis longtemps !**

Le gouvernement poursuit aussi une politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation,). Par ailleurs, il prévoit une réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleur-euses de la possibilité d'avoir des indemnités du chômage justes, une réforme du RSA qui le conditionnerait à une obligation de travailler de 15 à 20h hebdomadaires, et continue d'envisager une réforme des retraites qui exigerait de travailler davantage et pourrait conduire à amputer encore davantage le montant des pensions. En ce qui concerne les jeunes et leurs familles, les aides (bourses, ARS) ne sont pas suffisantes pour compenser l'inflation.

Une revalorisation significative des bourses scolaires et de l'ARS est nécessaire pour pallier le prix de la rentrée (qui avec l'inflation a grimpé de 5 à 10 %). De plus, trop peu de familles bénéficient de cette aide en raison du plafond de ressources à ne pas dépasser.

21
milliards
d'euros par an
de cadeaux fiscaux
aux entreprises
depuis le premier
quinquennat
soit 3 fois le montant
nécessaire pour
éradiquer la grande
pauvreté

70
milliards
ont été versés
aux actionnaires
des entreprises
du CAC 40 en 2021

Soyons nombreuses et nombreux en grève dans les entreprises, les établissements et les services pour revendiquer :

-  des revalorisation de la valeur du point d'indice, des salaires, des retraites, des bourses d'études et des minima sociaux
-  l'augmentation automatique de toutes les grilles de salaires dans les branches
-  l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes

L'intersyndicale départementale CGT, Solidaires, FSU, CFE/CGC appellent à une journée de grève interprofessionnelle nationale le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

Rassemblements :

Alençon : 11h00 devant la Préfecture jusqu'à la place Foch

Flers : 17h30 rondpoint des 5 Becs

L'Aigle : 17h30 place de la Poste